MARCADIEU > Un marché grelottant. Refroidis par les températures quasiment sibériennes, de nombreux commerçants étaient absents, hier matin, pour le traditionnel marché du jeudi, au Marcadieu, et les présents ont passé la grande majorité de leur temps à déneiger les toiles de leurs étals, en attendant les rares clients, qui eux aussi avaient choisi de rester au chaud. Toutefois, les plus courageux, chaudement vêtus, se sont aventurés à braver la neige et le froid, en prenant bien attention de ne pas glisser sur la neige qui est tombée en abondance hier matin.

DÉNEIGER > Sel en ville. « Ce matin [hier, Ndlr], c'était bien blanc et, comme tous les ans, nous avons reçu pas mal d'appels. Pour les bas d'immeubles, pour le petit chemin... » Vendeur au Point vert du Marcadieu, Jean-Bernard Junquet n'a eu de cesse de charger son « diable » de sel, hier. « De Salies, en pot de 4 kg, ou de Bayonne, en sacs de 10 kg. Au pire, des personnes nous achètent du sel fourrager (pour les bestiaux), en sacs de 25 kg ». Peu onéreux et moins fatigant que la pelle pour déneiger son pas-de-porte, une obligation à laquelle se soustraire peut coûter très cher. Et la neige fondue, vo

grève

Agents des finances : « Stop à l'hécatombe »

l'essentiel

Grève, hier, à l'appel de 5 syndicats, des personnels de la direction départementale des finances publiques. Ils dénoncent l'abandon de missions et la dégradation des conditions de travail.

Les manifestants ont défié le froid, hier, devant la direction départementale des finances publiques qui était fermée au public./ Photo Joël Boyé.

« Nous n'en pouvons plus de subir l'hécatombe des emplois publics et les conséquences de la RGPP », protestent les agents des finances qui manifestaient, hier matin, devant la direction départementale. Pas moins de cinq syndicats (1) ont, en effet, appelé à une journée nationale de grève. Toutefois, seuls CGT et Solidaires étaient présents, défiant la neige et le froid. Car les autres organisations syndicales n'ont pas de représentation dans le département.

110 emplois supprimés

« Nous revendiquons essentiellement un arrêt des suppressions d'emplois », clame José Navarro, secrétaire adjoint de l'UD CGT. « Les gens sont à bout, les missions ne peuvent plus être assurées convenablement et il faut revaloriser les rémunérations. » De fait, les manifestants dressent un bilan plutôt sombre de la situation : 72 % des départs à la retraite qui n'ont pas été remplacés en 2011. D'où ce constat : « On est bien au-delà du dogme du 1 sur 2 prôné par le gouvernement ». Dans les Hautes-Pyrénées, la situation n'est guère plus réjouissante : « 9 suppressions d'emplois cette année et, au gré des requalifications, 11 emplois de catégorie C qui passent à la trappe. En tout, 110 suppressions en 10 ans ».

La CGT juge « désastreuses » les conséquences de ces réductions d'effectifs sur les conditions de vie au travail des agents, estimant qu'elles impactent également l'exercice des missions (fraude fiscale, secteur public local, accueil). « Demain, c'est la prime de fonction et de résultat que l'on voudra nous imposer », s'indignent-ils, déplorant que le ministère des Finances et la DGFPI soient « présentés comme un vivier d'emplois où l'on pourrait piocher ». En milieu de matinée, lors d'une rencontre avec Louis Ducamp, directeur départemental des finances publiques, les grévistes ont exposé toutes ces doléances.

Josiane Battoue

(1) CGT, Solidaires, CFTC, Unsa, FO

l'association du jour